

2ième réunion du groupe inter-universitaire pour l'évolution de l'enseignement supérieur en région Nord-Pas de Calais (21 janvier 2011 – Salle du conseil à Arras)

Président de séance: Charles COUTEL (VP CA Artois), environ 40 personnes présentes (toutes les universités sont représentées).

VP CA Artois: Charles COUTEL VP CA Lille 1: Francis MEILLIEZ

VP CA Lille 3: Christian HAUER VP CA ULCO: Faustin AISSI

VP CA Lille 2: (pas compris le nom)

Sauf erreur de ma part, le VP CA de UVHC n'était pas présent.

VP CA Artois: “ne pas se tromper de conseil”, vous inviter à tenter de neutraliser les tensions dans chacun de nos conseils respectifs. Responsabilités grandes, entre fusion artificiellement décidée et une confusion dispersive, il existe un chemin, celui de la concertation ordonnée et démocratique. Défi à relever. Présidents en relégitimant ces groupes de travail ont bien fait. Falloir apprendre à mieux nous connaître et à travailler ensemble. Construire ensemble.

Attention particulière à un diagnostic sur la situation, nos horizons d'attente, les pistes à exploser oups explorer ! Défi écrit, d'être capable de réaliser un document écrit avant l'été de nos analyses et propositions.

Tous les acteurs autour de cette table sont élus.

Deux documents pourraient nous aider dans notre travail:

- « STRATER » ? point sur notre dispositif de l'ESR au niveau régional
- évaluation AERES pour notre région

Ordre du jour:

- diagnostic: F. Meilliez synthèse rapport AERES
- débat sur nos priorités thématiques de notre groupe de travail.

Un ou deux thèmes par séance de travail, avec parfois des interventions d'une ou deux personnes.

Thèmes traités en fonction de nos choix considérés comme stratégiques.

Travail soutenu par la mise en place d'un espace de travail.

Être clair, et concis dans nos interventions, mais pas de polémique pour de la polémique.

Demande de ne pas se tromper de séance. Tour de table.

Présence VP CA Lille 1, Artois, Lille 3 et Lille 2.

Calendrier des réunions du groupe inter-universités:

Réunion 1: Lille 1 – 21 novembre 2010

Réunion 2: Arras – 21 janvier 2011

Réunion 3: Lille 3 - 18 février 2011

Réunion 4: ? - 18 mars 2011

Réunion 5: ? - 15 avril 2011

Réunion 6: ? - 20 mai 2011

Réunion 7: ? - 17 juin 2011

VP CA Artois: je me permet de signaler à une personne qui sort du sujet, mais vous êtes libres de vous exprimer.

VP CA Lille 1: Les Présidents ont donné un délai plus long que prévu pour la phase de diagnostic. Déroulement de l'objectif du groupe de travail. Prise de notes et CR et mise en place d'un espace de travail sur Lille 1. Claude Vieville s'occupe de cet espace. L'accès est nominatif, si il y a des nouveaux, il faut le signaler pour ajouter les droits. Explications sur le fonctionnement de l'espace de travail.

VP CA Artois: c'est l'espace de travail « présentiel » (ie. les réunions) qui est le plus important, l'autre espace s'enrichira de nos débats.

VP CA Lille 1: quel établissement pour prochaine réunion (Lille 3?). On conserve la composition du groupe: 8 délégués * 6 universités + 6 VP. Avis général: thèmes vus ensemble plutôt qu'en sous-groupe (ie. pas d'autres dates de réunion prévues pour les groupes « CEVU » et « CS »). L'ordre du jour doit être débattu, il reste aussi la question des rapporteurs.

VP CA Artois: je ferais un petit résumé du document (STRATER) lors de la prochaine séance.

VP CA Lille 1: Pourquoi ces deux documents ? Car ils ont à peu près le même cadrage. Situation de l'ESR dans la région. AERES accessible à tout le monde sur le site de l'AERES. Brève description du rapport AERES, car il faut le lire ! Constat d'un déficit important au niveau des postes de chercheurs dans la région. Il suffit de voir les résultats d'EQUIPEX, la carte de France est flagrante. Mieux vaut être en Rhône-Alpes qu'ailleurs. L'AERES rappelle qu'en dépit du contexte peu porteur les équipes du NPdC se débrouillent pas trop mal. Rapport laisse apparaître qu'avec un soutien important, il y aurait des performances nettement meilleures.

Début 15h48: ouverture du débat. Merci d'être concis, précis, débat constructif et tourné vers l'avenir.

Jérôme Riedi (Lille 1): vous avez mentionné que la fusion n'est à l'ordre du jour dans la tête de personne ?

VP Artois: Aucun président ne dira dans la conjoncture actuelle qu'il faut aller vers la fusion, ainsi que le Recteur, ce n'est pas dans l'horizon.

VP CA Lille 1: non, cela n'a jamais été le cas, juste prononcé une fois par un président lors du plan campus, mais nous portions plutôt l'idée d'une fédération/confédération. Cette idée fait son chemin dans d'autres régions (Lyon).

Jérôme Riedi (Lille 1): C'est sûrement la vision du Recteur, peut-être des présidents d'université ? Bizarre de balayer dès la première réunion la question de la fusion.

VP Artois: ce n'est pas à l'ordre du jour, mais ce n'est pas écarté des réflexions.

VP Lille 3: Ce n'est pas le Recteur qui décide de ce qui se fait à l'université. Est-ce que l'on veut faire qqch ensemble ? Et si oui, que faire ensemble ? Fusion, n'est qu'une hypothèse parmi d'autres. Partir de la structure est prendre le problème à l'envers.

Rose Broze (? Lille 3): Nous avons carte blanche pour réfléchir à toute forme, il ne faut rien exclure.

VP CA Littoral (Faustin Aissi): Certes, le Président de l'ULCO s'était prononcé en faveur de la fusion, mais ce n'était qu'une hypothèse parmi d'autres.

Gabriel Galvez-Béhart (Lille 3): Des diagnostics il y en a plusieurs, je me demande si on ne devrait

pas se demander où nous en sommes. En 2008, les universités lilloises avaient manifesté leur volonté de se rapprocher. En 2010, c'est l'idée d'université régionale unique qui a été évoquée. Et maintenant dans la conjoncture que l'on connaît, le PRES fait mention d'une contractualisation unique à l'horizon 2014-2018. Comment notre réflexion se place par rapport à ces tentatives ? Ce contexte est assez confus ...

VP Lille 1: Il faut bien se rappeler sur le plan campus que si les 3 lilloises ont écrit qu'elles s'engageaient c'est sous la pression de la ministre. Si on voulait avoir une chance de passer, il fallait s'engager dans cela. Les présidents se sont placés dans un horizon qui nous plaçait dans une situation d'exclusion par rapport à la Catho. Après, avec le grand emprunt, on n'était plus du tout sur la géométrie lilloise, c'était nécessairement à l'échelle de la région. La prochaine échéance sera en 2015. La proposition c'est: n'est-ce pas une opportunité ?

Yann Secq (Lille 1): Je n'accepte pas ce principe d'urgence, même modéré (pour l'été). N'avons pas à être contraint par le calendrier ministériel. La coopération ne s'impose pas, cela se construit progressivement. Je remercie les VP CA pour leur travail et pour la tenue de cette réunion, mais je ne pense pas qu'il soit pertinent que les VP continuent à diriger les réunions. Ce qui s'est passé avec l>IDEX montre clairement le mode de fonctionnement et les choix des directions et du PRES. Ce projet a été envoyé sans recueillir d'avis des CA des 6 universités ! Je demande à ce qu'un bureau avec un représentant par université prenne en charge le fonctionnement du groupe de travail mais que les VP CA participent et permettent la tenue des réunions (accès au site). En ce qui concerne le diagnostic, nous avons déjà les dossiers de l'AERES, ce qu'il nous manque ce sont les documents des universités: statuts, budgets, bilan sociaux ...

VP CA Artois: Nous sommes parfois comme des aumôniers militaires ...

VP CA ULCO: Les présidents ont répondu à ce souhait des CA de se rencontrer. Mais il ne faut pas oublier le contexte dans lequel on a des appels tous les trimestres auxquels on doit répondre. Hier, on avait les résultats des EQUIPEX, on a obtenu quelques résultats. On subit une politique gouvernementale et il faut que l'on s'organise régionalement. Nos contradictions on en discutera, on est dans un dispositif que l'on ne maîtrise pas.

Patrice Delabroise (? Lille 3): La question de la légitimité n'est pas inutile, mais secondaire par rapport à la présentation des dossiers devant les conseils. Ce qui me gêne c'est la question de cette géométrie variable (plan campus, affichage métropole, IDEX, au niveau de la région, et un autre affichage dans le cadre du prochain contrat). Y-a-t-il un principe de non contradiction dans ces documents ? A quoi sert de penser une structuration si les documents produits indiquent une structuration (cf. IDEX).

VP Artois: C'est toute la différence entre une structure vide et une institution que l'on anime.

VP Lille 3: ne souhaite pas que l'on se braque sur les questions de forme.

Gabriel Galvez-Béart (Lille 3): Dans le document IDEX, il y a des éléments de structuration. Cela pose un double problème, si des engagements qui ont été pris n'engagent pas au delà du moment où ils sont pris ... A-t-on l'assurance que le travail que l'on va fournir va servir à quelque chose ? Si le PRES est le lieu où se prépare la réponse à l>IDEX et que l'on réfléchit de notre côté, on ne peut pas scinder les discussions. Des collaborations, il y en a déjà, c'est déjà un point important. Il y a un élément de coopération, le PRES. On pourrait se poser la question, ne faut-il pas se pencher sur l'efficacité de PRES qui se trouve être l'institution qui répond au PIA ?

VP Lille 1: Ce n'est pas contradictoire. Dire que l'on fait l'université de Lille n'est pas contradictoire

avec une échelle régionale. Il est clair que l'université de Lille se fera à courte échéance (!), mais si on part sur un périmètre restreint à la métropole, je pense que les 3 autres universités auraient du soucis à se faire. Je souhaite que des délégués des autres universités s'expriment sur ce point. On veut faire une université publique, mais pour faire quoi ? (FM montre un document d'analyse « multi-critères » donné par le ministère), ce qui est important c'est que l'on est très complémentaire. Si on arrive à s'accorder, on peut avoir une proposition extrêmement forte.

VP Artois: Parlons de ce qui va bien: le fonctionnement des écoles doctorales par exemple.

? (Valenciennes): Il me semble que la collaboration inter-u avec une forte présence au niveau régional dans l'inter-u langues a été très positive.

Rose Broze (? Lille 3): Je souhaite nuancer le bonheur concernant les écoles doctorales. Il me semble me souvenir ce qui s'est passé ... Je pense que si elle n'avait pas été imposée d'en haut, jamais elle ne se serait faite. Tout ne fonctionne pas pareillement, toutes n'ont pas la même dynamique. Ne peut-on pas nous même dire que l'on pourrait faire quelque chose avant que l'on nous l'impose.

VP ULCO: C'est vrai que les ED ... mais cela c'était le PRES 1. Mais derrière les écoles doctorales, il y en a 6 dans la région, il devrait suivre les masters régionaux. Quand on dit en 2015 on doit avoir un dossier principalement commun, il faudra que cela soit aussi en formation. Ce qui ne veut pas dire que les établissements ne doivent pas s'intéresser à l'ensemble de la formation. Pour que cela soit efficient, chaque établissement doit déterminer parmi l'ensemble de ce qu'il fait, quels sont ses champs de compétence.

Claire Bornais (SNESUP Lille 1): J'aurai apprécié plus d'éléments factuels que des assertions. On sait aussi qu'il y a des choses qui marchent très mal, la formation des maîtres par exemple, malgré un accord signé il y a un an. En tout cas, c'est le ressenti des collègues sur le terrain.

VP Artois: je répondrai quand je ne serai plus président de séance. La question de la formation des maîtres reste un enjeu régional.

Inter-u langues (? Valenciennes): Concernant la création de master pro, qui s'est posé la question de qui a les moyens pour les payer ? Si on veut qu'un projet puisse aboutir, il faut être réaliste.

T.Balenghien (Lille 1): Je rejoins les interrogations de Claire, sur l'accord pour la mastérisation. J'ai envie de vous rejoindre dans votre démarche, mais est-ce que si nous étions structurés autrement, nous aurions mieux traité ce problème.

YS: Désolé de ne pas partager votre optimisme. Pour parler d'avenir, dans 10 ans, vous ne serez plus là, mais moi, je vais pas être en retraite prochainement et ce que l'on me prépare pour les 30 ans à venir ne me satisfait pas, et encore moins la méthode dans laquelle cela se déroule. Ce groupe de travail ne doit pas être une soupape, un groupe de soutien psychologique, pour élus désabusés. Parlons des choses qui marche mal: le PRES ! Tant que l'on ne remet pas plus de transparence et de représentativité dans le fonctionnement du PRES, on peut toujours se retrouver gentiment mais cela sera juste pour éviter que l'on démissionne tous de nos conseils respectifs.

Je souhaite que l'on parle du PRES et de l>IDEX, ce n'est pas qu'un moyen c'est un outil de restructuration. On peut discuter ici, en attendant le PRES trace sa voie. Et je rappelle que le PRES ce sont les 6 universités publiques + Mines + Centrale pour les membres fondateurs, donc les directions d'université. Pour les écoles doctorales, il faut expliquer comment les présidents peuvent proposer des doctorats à deux vitesses, avec les excellents et les autres ... il faut espérer que l>IDEX ne passe pas sinon cela va détruire un des aspects qui apparemment fonctionne au niveau régional.

Donc, travaillons sur les statuts d'un PRES2 recentré sur un CA restreint aux 6 universités publiques.

VP Lille 1: D'accord avec toi, il faut parler du PRES, c'est indispensable. L>IDEX n'est qu'un moyen alors que le PRES est une structure. C'est une construction un peu compliquée. Actuellement, qu'est-ce qui se passe, quelle différence avec les services inter-universitaires, cela n'impliquait pas tout le monde, ceux qui le souhaitait et l'on s'accordait pour partager un service, par exemple les TIC. Avec le PRES on a franchi une étape supplémentaire, mais sans la franchir vraiment, d'où cette notion de « PRES 2 ». Quelle étape ? Ce sont des dispositifs partagés par tout le monde. En principe, c'est aussi pour transférer des compétences. Aujourd'hui, dans l'état actuel des statuts des établissements, la question est renvoyée dans les établissements. Y-a-t-il des collègues de Lille 2 pour s'exprimer sur l'idée du « PRES 2 ».

VP CA Lille 2: Je n'ai pas énormément d'élément. Je pense que le PRES, on a parlé de sa recomposition, car actuellement c'est juste un PRES de projet? Je n'ai pas l'impression que l'on soit prêt à faire plus, ni pour la fusion.

VP CA Artois: Un objet un peu mystérieux apparaît, le « PRES 2 », il y a là une espèce de mystère. On peut tout à fait interpeller les présidents sur ces questions. On en peut pas remettre en cause les prérogatives dûes à la LRU et aux RCE.

P. Husse (Littoral): Il est notable que l'on soit tous inquiets, en particulier quand vous parlez d'intégration. Le « PRES 1 » est opaque, anti-démocratique et s'est arrogé des compétences. Qu'il y ait une peur de l'évolution « PRES 2 », je trouve cela normal. En juillet, on a voté contre l'évolution des statuts du PRES au Littoral ...

VP CA ULCO: Le « PRES » 1 sa vocation c'est pôle de recherche en enseignement supérieur, pour les écoles doctorales. C'est pour cela que les statuts sont anti-démocratiques. Pas d'étudiants, pas de syndiqués, sa vocation était pour la recherche. Le « PRES 1 » n'a pas de moyens. Depuis 2 ou 3 ans, le PRES n'a pas de budget. Tout le monde ressent qu'il faut évoluer.

VP CA Lille 3: Les limites c'est nous qui les avons donné. Surtout ne pas déléguer les compétences. Une structure inter-universitaire ne peut fonctionner que si il y a délégation de compétence.

VP CA Artois: Il faut essayer de voir ce qui pourrait être mis en place comme proposition éclairant les futures décisions de nos présidents qui permettrait d'occuper l'espace entre le PRES et les universités.

Gabriel Galvez-Béart (Lille 3): Le PRES prend des compétences, quand il envoie des dossiers, ou des opérations du Plan Campus. Ce n'est pas une instance qui flotte, il y a un CA, il y a des représentants des universités. Il représente notre propre dysfonctionnement. Lecture du communiqué de presse du PRES sur l>IDEX: « avancer sur les transferts de compétences. (...) »

Cyril Garnier (? Valenciennes): Depuis que l'on est arrivé et que l'on parle ensemble de ce que l'on veut en région, je m'aperçois que je baigne dans un climat de défiance. Je le ressens même au niveau des collègues à Valenciennes. Ensembles glauques peu transparents: LABEX, IDEX ... Travailler ensemble nécessite un climat de confiance. Quel levier pour parler en toute confiance ? Sur le bilan des choses qui fonctionnent bien, on dirait la jeune fille qui se maquille pour se marier ! L>IDEX ça n'est qu'un dossier parmi d'autres, alors que l'on nous l'a vendu comme primordial ! En terme de délégation de compétence, je ne m'oppose pas sur le principe, à condition d'avoir confiance en la personne à qui je délègue.

Alain Rocher (? Lille 2): Je pensais que l'on venait ici pour améliorer l'offre régionale de l'ES.R Pas sûr que parler de PRES, de fusion, soit intéressant maintenant. C'est mettre la charrue avant les boeufs. La structuration dépendra de ce que l'on propose sur le terrain. Je trouve assez optimiste que sur une cartographie (cf. document du ministère montré par VP CA Lille 1) on est complémentaires, c'est une force.

Patrice Delabroise (? Lille 3): Je souhaite rappeler à M. Aissi (VP CA ULCO) que le PRES a travaillé sur un certain nombre de dossiers qui ne relèvent pas de la formation doctorale. Ne m'amène pas à faire le procès du PRES, cependant, on peut veiller à ce que les prérogatives du PRES soient clairement établies. En quoi ce que vous avez évoqué comme complémentarité va entraîner une logique de spécialisation ou d'intégration ? Pour moi, des formations qui ont des petits flux d'étudiants doivent exister. C'est toute la question d'une meilleure intégration à une échelle métropolitaine ou régionale. Par exemple, sur la sociologie, on a différents axes de recherche et d'enseignement. Et pas dire à tel ou tel établissement ce qu'il doit garder ou pas.

JR (Lille 1): Il y a un constat, le PRES ne fonctionne pas correctement, nous sommes presque tous d'accord dessus. Pas de politique commune au préalable. Tensions entre établissements, réponse directe aux appels d'offre fait depuis des années. La Ministre met au pas les établissements avec son calendrier et ses appels d'offres. Le rôle de ce groupe n'est pas de définir une structure mais de redonner un sens politique. Il est important qu'il n'y ait pas d'autres acteurs que les 6 universités publiques de la région dans ces discussions. Une raison pour laquelle le PRES ne fonctionne pas bien, on a des présidents qui doivent discuter avec des acteurs qui ont des objectifs assez antagonistes (cf. FUPL). On préfère négocier en haut lieu et comité restreint, comme l'illustre l'IDEX. Il faut reprendre un contrôle sur le PRES et se donner les moyens d'appliquer un programme politique. C'est le sens de notre présence ici, faire en sorte que l'on puisse présenter un front coopératif entre les établissements publics.

VP CA Artois: Je propose que le premier point soit toujours l'approfondissement de notre diagnostic. J'apprécie l'idée de donner du sens politique à notre action. Important mais pas incantatoire. Etre au service des plus faibles et démunis. Pour la prochaine réunion, je vous proposerai une lecture collégiale (?) sur le document STRATER. Que pourrions-nous mettre en commun pour se mettre au service de l'université régionale publique ? Y-a-t-il des thèmes stratégiques que vous pensez comme prioritaires ?

Yann Secq (Lille 1): Proposition: Engagement des présidents à ne remonter le dossier final de l'IDEX que si il recueille l'unanimité des 6 CA. Ensuite, le PRES pourra donner son avis.

VP CA ULCO: Non, je pense que c'est de l'intérêt de l'ESR, nous devons y répondre, c'est souhaitable que cela passe devant les CA. Peut-être pas l'unanimité mais peut-être une majorité des CA pour respecter le délai du calendrier.

VP Artois: Est-ce que cette proposition thématique sur le PRES pour la prochaine réunion vous va ?

? (Lille 2): Je ne souhaite pas que ce thème monopolise la réunion.

VP Artois: Non, non, il y a aussi le document STRATER.

Rose ? (Lille 3): Il faut faire un point sur ce qui ne fonctionne pas aussi.

Claire Bornais (Lille 1): Qu'advient-il des deux autres groupes « CEVU » et « CS » ? Il y avait volonté de croiser les CEVU et CS et j'ai l'impression que l'on va demander à ce groupe de tout faire.

VP CA Artois: Je pense que l'on balaye devant notre porte. C'est aux autres conseils de prendre leur structuration en main.

VP CA Lille 1: Les différents VP , à part VP CEVU ULCO, aucun n'ont donné suite aux différents courriers. Les VP recherche ont été assez mobilisés avec l>IDEX. La dynamique est actuellement dans ce groupe, et l'on met en application ce que l'on a dit la dernière fois (format 8 délégués, réunions mensuelles), possible de consulter vos collègues dans les établissements.

T. Balenghien (Lille 1): Une dynamique dans ce groupe, je l'entends et le constate. Mais faut -il que ce soit ce groupe qui réfléchisse sur la carte des formations ou faut-il demander au groupe qui s'est déjà réuni sur ces questions, ou alors faut-il que le groupe « CA » demande à l'autre groupe de s'en saisir ?

VP CA Artois: Chaque groupe se saisit de ses problèmes ...

VP CA Lille 1: Il y a une proposition de principe que je vous fais. Principe de l'université publique, mais autre principe intéressant, lorsque l'on regarde la carte de la région, trop souvent présentée comme un handicap (cf. la dispersion géographique) peut-être un atout pour répondre à une demande de proximité. Pas ce qui est proposé au ministère avec les PUP. Prenons le temps de réfléchir à cela. Comme une partie est due à des choix politiques, et que les auteurs sont toujours en scène, si on réfléchit à positiver cette dispersion on leur apporte un argument de valorisation.

VP CA Artois: Je propose à nous amis de Lille 3 de nous accueillir pour la prochaine réunion le 18 février. Je tiens à vous remercier.

– Fin de la séance 17h55.